

Plan de relance économique

Des mesures pour restaurer la confiance



Photo : D.R

Régis Immongault, ministre de l'Economie, lors de la Journée économique.



Photo : Julie Nguimbi

Le paiement de la dette intérieure pourrait relancer le secteur du BTP.

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

LES autorités multiplient des actions pour mettre en confiance les opérateurs économiques, restaurer la confiance et relancer véritablement la machine productive. Vendredi dernier, un communiqué de la présidence de la République faisait état du paiement par l'État, sous dizaine, de

310 milliards de francs de dette intérieure. Cet acte constitue « un signal fort envoyé au secteur privé qui retrouve des marges de manœuvre pour investir et qui regagne confiance. » Toujours dans l'optique de restaurer la confiance avec le secteur privé, le ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du développement durable, Régis Immongault, a fait une communication, le 8 février dernier, lors de la Journée écono-

mique sur le thème " Rétablir la confiance ". A cet effet, il déclarait que « toutes les réformes engagées par le gouvernement, avec l'appui des partenaires au développement, visent à rétablir la confiance nécessaire pour accélérer la croissance. » Outre l'apurement progressif de la dette intérieure, le gouvernement préconise huit projets clés pour relancer l'économie nationale, et une série de mesures à des fins de re-

lance de l'économie. Parmi ces actions, le membre du gouvernement a mentionné « l'amélioration du cadre fiscal et réglementaire pour les entreprises, le renforcement du dialogue public-privé au sein du Haut conseil pour l'investissement, la mise en place du guichet unique, déjà fonctionnel, avec pour objectif d'améliorer la célérité dans la création des entreprises. » Les mesures sont « la mise en place d'un programme

pour améliorer l'employabilité des jeunes, avec le soutien de la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, l'amélioration de la formation afin de faire naître une plus grande main d'œuvre qualifiée et de résoudre le problème du chômage des jeunes. » Comme mesures pour stimuler les embauches, le ministre a mentionné « les exonérations des charges patronales dès la première embauche, afin de favoriser

l'emploi. » En réponse aux efforts qu'il est en train de consentir, le gouvernement attend du secteur privé qu'il joue pleinement son rôle, à travers les actions telles qu'une augmentation des efforts d'investissement; une limitation des demandes d'exonérations; un arrêt des transferts de fonds à l'étranger non causés; une amélioration du financement de l'économie par le système bancaire.

France-Gabon/Coopération et prospective économique

Flavien Enongoue en Normandie



Photo : D.R

L'ambassadeur Flavien Enongoue (c), lors de sa visite à Rouen.

I. M'B.
Libreville/Gabon

DU 6 au 7 février 2018, Flavien Enongoue, ambassadeur du Gabon en France, a effectué une mission de prospection économique à Rouen (région de Normandie). Dans ce cadre, le diplomate gabonais a rencontré Christophe Doré président de la Chambre des métiers et de l'artisanat de la Seine-Maritime. Une chambre qui regroupe près de 250 corps de métiers, représentatifs des savoir-faire de cette localité, et du Centre de formation

et d'apprentissage Simone Veil, d'une capacité de 350 places. Au terme de leur entrevue, Christophe Doré s'est dit disposé à « nouer des partenariats avec le Gabon, à accueillir des stagiaires en formation ou en apprentissage, et à soutenir techniquement le Gabon dans le projet de création d'une Chambre similaire. » Il a été présenté à la délégation gabonaise, la composition et le fonctionnement de la Chambre de commerce et d'industrie de Normandie. Les responsables de cette entité ont proposé à l'ambassadeur du Gabon en France, et sa suite dont le Consul honoraire du Gabon

en Normandie, René Crevel, « l'organisation à Rouen, d'un atelier sur les opportunités d'investissement au Gabon, à l'intention des membres du Club Afrique de

ladite chambre. » Il est prévu qu'à la suite de cet atelier, une visite collective au Gabon des opérateurs économiques intéressés pourrait être envisagée.

Les autres points abordés lors de cette mission de prospection sont : les formations relatives aux métiers portuaires à l'Union portuaire de Rouen, la coo-

pération culturelle avec la municipalité de Rouen, sans omettre les questions diplomatiques abordées avec la préfète de la Normandie, Fabienne Buccio.